

2.1 Valeur ajoutée

En 2018, la **valeur ajoutée** (VA) de l'économie nationale s'élève à 2 091 milliards d'euros, soit une croissance en valeur de 2,3 % par rapport à 2017, après + 2,4 % l'année précédente. Les entreprises en France – sociétés financières, sociétés non financières et entreprises individuelles (EI) – génèrent plus des deux tiers de la valeur ajoutée de l'ensemble de l'économie (69 %).

Entre 1990 et 2018, la répartition de la valeur ajoutée selon les **secteurs institutionnels** évolue relativement peu : la part des entrepreneurs individuels, dont la forme juridique a pâti d'une moindre attractivité par rapport à celle des sociétés, a perdu cinq points, en faveur des ménages et des sociétés non financières (*figure 1*).

En 2018, 53 % de la valeur ajoutée de l'économie est réalisée par les **branches** des services principalement marchands non financiers : 35 % de la VA est générée par les branches de l'information et communication, des activités immobilières, des services aux entreprises et des services aux particuliers et 18 % de la VA est produite par les branches du commerce, des transports, de l'hébergement et de la restauration. Viennent ensuite les services principalement non marchands (22 %) et l'industrie (13 %) (*figure 2*). Sur les huit dernières années, cette répartition s'est stabilisée, mais sur longue période, la branche industrie est en repli continu (21 % de la VA en 1990). En contrepartie, la part des services principalement marchands non financiers est passée de 45 % en 1990 à 53 % en 2018.

Le recul de la part de la branche de l'industrie manufacturière dans la valeur ajoutée totale ne touche pas uniquement la France. Entre 2008 et 2018, ce recul est équivalent en Espagne et un peu moins marqué en Italie

(*figure 3*). Dans le reste de la zone euro, la part de la branche de l'industrie manufacturière recule partout, à l'exception de l'Allemagne et de six autres pays (Irlande, Grèce, Lettonie, Lituanie, Portugal, Slovénie).

Le **produit intérieur brut** (PIB) s'obtient à partir de la somme des valeurs ajoutées brutes au prix de base des différents secteurs institutionnels ou des différentes branches d'activité, en ajoutant les impôts sur les produits (13,6 % de la VA en 2018) et en retirant les subventions correspondantes (1,0 % de la VA). Sous l'angle des revenus, la valeur ajoutée se partage entre les différents types de revenus bruts de l'ensemble des secteurs institutionnels. En 2018, la rémunération des salariés représente 58,9 % de la valeur ajoutée et l'**excédent brut d'exploitation** (EBE) 32,4 %. Entre 2008 et 2018, avec la crise de 2008, le partage de la valeur ajoutée s'est déformé en faveur des rémunérations des salariés (+ 2,6 points) et aux dépens du **revenu mixte** des EI (- 1,5 point) dont la part avait déjà diminué avant la crise (*figure 4*). Sur les seules sociétés non financières, le partage de la valeur ajoutée entre rémunération du travail et du capital est quasi stable depuis 2015. La part des rémunérations du travail avait nettement augmenté pendant la crise (+ 3 points entre 2007 et 2014), puis diminué en 2015 (- 1 point). Le partage entre rémunération du travail et du capital s'était peu modifié entre 1990 et 2007 (- 1,6 point).

Au niveau européen, en 2018, la valeur ajoutée en volume est supérieure à celle de 2008 au Royaume-Uni et en Allemagne (+ 13,4 %), en France (+ 9,7 %) et en Espagne (+ 4,3 %). En Italie, elle reste encore inférieure à celle de 2008 (- 2,6 %) (*figure 5*). ■

Définitions

Valeur ajoutée (VA), **secteurs institutionnels**, **branche**, **produit intérieur brut** (PIB), **excédent brut d'exploitation** (EBE), **revenu mixte** : voir *annexe Glossaire*.

1. Valeur ajoutée brute par secteur institutionnel en 2018

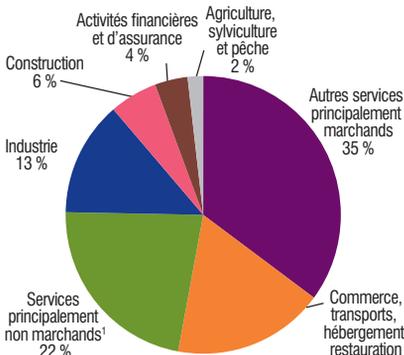
	1990	1995	2000	2005	2015	2017	2018	Prix courants 2018 (en milliards d'euros)
	(en %)							
Sociétés non financières	56,3	55,5	56,2	56,8	57,0	57,8	58,2	1 216,7
Sociétés financières	5,7	4,7	5,0	4,4	4,9	4,3	4,4	91,5
Administrations publiques	17,2	18,9	18,1	18,1	18,5	18,4	18,2	380,4
Entrepreneurs individuels (EI)	11,7	9,8	9,3	8,6	6,6	6,3	6,2	129,4
Ménages (hors EI) ¹	7,9	9,7	9,9	10,6	11,3	11,4	11,3	236,2
Institutions sans but lucratif au service des ménages	1,2	1,4	1,5	1,5	1,8	1,8	1,8	36,6
Ensemble de l'économie	100,0	2 090,9						

1. Y compris loyers imputés au sens de la comptabilité nationale.

Champ : France.

Source : Insee, comptes nationaux, base 2014.

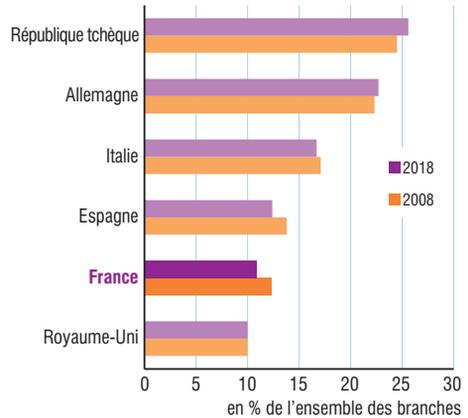
2. Valeur ajoutée brute par branche à prix courants en 2018



1. Administrations publiques, enseignement, santé humaine et action sociale.
Champ : France.

Source : Insee, comptes nationaux, base 2014.

3. Poids de la VA de la branche industrie manufacturière en Europe en 2008 et 2018



Source : Eurostat.

4. Partage de la valeur ajoutée à prix courants en 2018

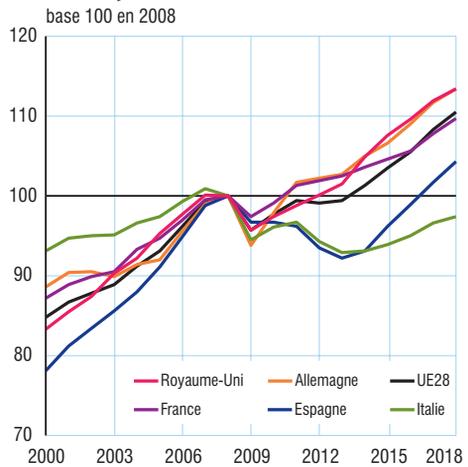
	1990	2000	2008	2018
	(en %)			
Rémunération des salariés	56,6	56,7	56,3	58,9
Salaires et traitements bruts	41,1	41,6	41,6	43,2
Cotisations sociales à la charge des employeurs	15,5	15,1	14,7	15,7
Excédent brut d'exploitation	31,6	31,9	33,2	32,4
Impôts sur la production	3,7	4,5	4,6	5,2
Subventions d'exploitation	-1,0	-1,0	-1,4	-2,3
Revenu mixte brut des EI	9,1	7,9	7,3	5,8
Ensemble	100,0	100,0	100,0	100,0
	(en milliards d'euros)			
Valeur ajoutée brute	943,9	943,9	1 792,8	2 090,9
+ impôts sur les produits ¹	124,1	169,3	212,5	283,9
- subventions sur les produits	-14,4	-17,0	-13,0	-21,8
Produit intérieur brut (PIB)	1 053,5	1 096,1	1 992,4	2 353,1

1. TVA, impôts sur les importations et autres impôts sur les produits (TIPP, taxes sur les tabacs, sur les alcools, etc.).

Champ : France.

Source : Insee, comptes nationaux, base 2014.

5. Valeur ajoutée brute en volume



Source : Eurostat.